

Prestations de nettoyage et d'hygiène des locaux des bâtiments occupés par l'INPI

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.) COMMUN AUX LOTS 1, 2, 3, 4, 5 et 6

SIÈGE

15 rue des Minimes – CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex

Tél +33 (0)1 56 65 89 98

Fax +33 (0)1 56 65 86 00
www.inpi.fr – contact@inpi.fr

Établissement public national
créé par la loi n°51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

1	OBJET DES MARCHES	3
2	ALLOTISSEMENT ET PROCEDURE	3
3	FORME DES MARCHES.....	3
4	DURÉE DES MARCHES	4
5	DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS	4
6	BONS DE COMMANDE	5
7	REPRISE DU PERSONNEL	5
8	VERIFICATIONS ET ADMISSIONS.....	5
9	PRIX DES MARCHES	7
10	RÈGLEMENT DES COMPTES.....	9
11	AVANCE.....	10
12	PÉNALITES.....	11
13	CESSION DE CRÉANCE	13
14	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS.....	13
15	PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ FOURNISSEUR	15
16	RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE.....	15
17	TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES.....	15
18	CONFIDENTIALITÉ.....	20
19	PLAN DE PREVENTION	20
20	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS.....	20
21	DOCUMENTS À PRODUIRE.....	20
22	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER.....	21
23	RÉSILIATION DES MARCHÉS	21
24	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	23
25	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE DE CHAQUE LOT ..	23
26	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	23

1 OBJET DES MARCHES

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) a pour objet l'exécution des prestations de nettoyage et d'hygiène des locaux occupés par l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI).

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières de chaque lot et ses annexes.

2 ALLOTISSEMENT ET PROCEDURE

La consultation est allotie de la manière suivante :

Lot n°1 : Site de Courbevoie
 Lot n°2 : Site de Lille
 Lot n°3 : Site de Compiègne
 Lot n°4 : Site de Marseille
 Lot n°5 : Site de Toulouse
 Lot n°6 : Site de Cesson-Sévigné
 Lot n°7 : Site de Bordeaux
 Lot n°8 : Site de Lyon

Les lots 1 à 6 sont conclus selon une procédure d'appel d'offres ouvert passé en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Les lots 7 et 8 sont conclus sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article R2122-8 du Code de la commande publique. En effet, la valeur estimée de ces lots est inférieure à 40 000 euros HT et le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots.

Ainsi, le CCAP ne concerne que les lots 1 à 6.

3 FORME DES MARCHES

Chaque lot prend la forme d'un marché composite, comprenant :

- Une partie ordinaire traitée à prix forfaitaires pour les prestations de nettoyage courant ;
- Une partie unitaire traitée en accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des dispositions de l'article L 2125-1 1° et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les seuils de commandes par lot sont les suivants :

Lot	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
Lot n°1 : Site de Courbevoie	Sans montant	5 000 euros HT
Lot n°2 : Site de Lille	Sans montant	5 000 euros HT
Lot n°3 : Site de Compiègne	Sans montant	10 000 euros HT
Lot n°4 : Marseille	Sans montant	1 000 euros HT

Lot n°5 : Toulouse	Sans montant	1 000 euros HT
Lot n°6 : Cesson-Sévigné	Sans montant	1 000 euros HT

4 DURÉE DES MARCHES

➤ Lots 1, 2 et 3

Chaque lot est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter du 1^{er} septembre 2025, ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Une prestation de reprise du personnel est prévue pour une durée d'un (1) mois maximum à compter du début du marché.

Chaque lot sera reconduit tacitement par périodes d'un (1) an.

La durée totale ne pourra pas excéder quatre (4) ans.

L'INPI pourra prendre chaque année et au plus tard dans un délai de 120 jours avant la fin de la période annuelle, la décision de ne pas reconduire le marché, sans que le titulaire puisse la refuser.

➤ Lots 4, 5 et 6

Chaque lot est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter du 1^{er} décembre 2025, ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Une prestation de reprise du personnel est prévue pour une durée d'un (1) mois maximum à compter du début du marché.

Chaque lot sera reconduit tacitement par périodes d'un (1) an.

La durée totale ne pourra pas excéder quatre (4) ans.

L'INPI pourra prendre chaque année et au plus tard dans un délai de 120 jours avant la fin de la période annuelle, la décision de ne pas reconduire le marché, sans que le titulaire puisse la refuser.

5 DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS

Partie forfaitaire

Chaque lot est composé de deux forfaits :

Le forfait n°1 débute aux dates suivantes, sans qu'il soit nécessaire d'émettre un bon de commande :

-Pour les lots 1, 2 et 3 : à compter du 6 octobre 2025 jusqu'au 31 août 2026

-Pour les lots 4, 5 et 6 : à compter du 6 janvier 2026 jusqu'au 30 novembre 2026

Pour les années suivantes, en cas de reconduction, il est prévu un forfait n°2, renouvelable chaque année à la date anniversaire du marché.

Ce forfait, d'une durée de douze (12) mois, s'appliquera donc aux périodes ci-dessous, sans qu'il soit nécessaire d'émettre un bon de commande :

-Pour les lots 1, 2 et 3 :

- du 1^{er} septembre 2026 au 31 août 2027 ;
- du 1^{er} septembre 2027 au 31 août 2028 ;
- du 1^{er} septembre 2028 au 31 août 2029.

-Pour les lots 4, 5 et 6 :

- du 1^{er} décembre 2026 au 30 novembre 2027 ;
- du 1^{er} décembre 2027 au 30 novembre 2028 ;
- du 1^{er} décembre 2028 au 30 novembre 2029.

Partie unitaire à bons de commande

Les autres prestations s'exécuteront par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins, conformément aux spécifications du CCAP et du CCTP de chaque lot.

6 BONS DE COMMANDE

Pour chaque lot, chaque bon de commande précisera a minima les informations suivantes :

- les références du marché ;
- la date et le numéro de la commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le détail des prix unitaires par référence au bordereau des prix unitaires ;
- le montant total de la commande incluant le prix HT, TTC, ainsi que le montant de la TVA ;
- l'adresse de facturation.

Chaque bon de commande engage le titulaire sur les résultats attendus et les délais d'exécution. Les bons de commandes seront établis pendant toute la durée du marché. Ils seront établis par le pouvoir adjudicateur ou son représentant légal, et seront notifiés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer leur date de réception.

Le délai d'exécution du bon de commande part à compter de sa date de notification.

Seules les prestations réellement réalisées feront l'objet d'un paiement.

7 REPRISE DU PERSONNEL

Les conditions d'applications de reprise du personnel sont applicables au titre du présent marché, dans les conditions prévues par l'accord de la convention collective des entreprises de nettoyage.

Dans le cadre de ce transfert de personnel viendront dès lors s'appliquer les obligations pesant sur le nouveau titulaire et notamment l'article L1224-1 du Code du travail ou la convention collective applicable permettant d'élargir le champ d'application des obligations en ce qui concerne la reprise du personnel en droit français.

Pour l'égalité de traitement des candidats dans le cadre de l'attribution du marché public, l'acheteur informe les candidats sur l'étendue du personnel à reprendre.

La liste des personnels des titulaires actuels est annexée au dossier de consultation.

La prestation de reprise du personnel est prévue pour une durée d'un (1) mois maximum à compter du début du marché (le 1^{er} septembre 2025 pour les lots 1, 2, et 3, et le 1^{er} décembre 2025 pour les lots 4, 5 et 6).

8 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Les vérifications dérogent aux différentes étapes de vérification prévues aux 23 à 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les vérifications et admissions conditionnent le paiement des prestations acceptées.

8.1 Opérations de vérification

Elles sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci et portent essentiellement sur la quantité et la qualité. Les modalités de contrôles sont définies dans le CCTP et ses annexes (fiche de contrôle...).

Les contrôles se déclinent en trois catégories :

- l'autocontrôle
- les contrôles mensuels
- les contrôles inopinés.

■ Les contrôles mensuels (pour Courbevoie) et les autres contrôles contradictoires (pour les autres lots) :

Ces contrôles ont pour objet de vérifier que le niveau de qualité est conforme à celui attendu.

■ Les contrôles inopinés :

Les contrôles inopinés ont pour objet de réagir à une dégradation manifeste de la qualité des prestations.

La date, l'heure et les zones sont choisies par l'INPI.

■ L'autocontrôle : Le titulaire met en place un dispositif de contrôle interne.

8.2 Décision après vérification

Par dérogation à l'article 24 du C.C.A.G.-F.C.S.:

Si un contrôle contradictoire fait apparaître un résultat inférieur au seuil d'acceptabilité de 80%, le titulaire sera sanctionné par un avertissement.

En cas de persistance, des pénalités sont appliquées selon les modalités précises fixées à l'article 12 du CCAP. Le titulaire doit mettre en place immédiatement les actions correctrices qui s'imposent et des contrôles contradictoires doivent être programmés jusqu'au constat d'une situation conforme.

○ Dans le cadre des contrôles inopinés, le résultat traduisant une situation très dégradée est transmis au titulaire pour déclenchement d'actions correctrices immédiates.

○ Dans le cadre des prestations spécifiques, lorsque les prestations de l'ensemble du site sont considérées comme achevées par le titulaire, ce dernier présente à l'INPI un bon d'admission (Annexe du CCTP) à signer valant admission ou rejet. En cas de constatation de l'inexécution, de l'exécution partielle des prestations ou d'imperfections, le titulaire doit y remédier dans un délai qui n'excède pas 15 jours.

○ Dans le cadre des prestations ponctuelles (Part à commande)

Lorsque les prestations sont considérées comme achevées par le titulaire, ce dernier présente à l'INPI un bon d'admission (Annexe CCTP) à signer valant admission ou rejet.

8.3 Rejet

Dans le cadre des prestations spécifiques et ponctuelles, lorsque l'INPI estime que les prestations ne satisfont pas aux conditions du marché et ne peuvent être admises en l'état, il prononce un rejet.

9 PRIX DES MARCHES

9.1 Contenu des prix

Les prix de chaque lot sont hors TVA. Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du lot.

9.2 Variation dans les prix

9.2.1 Révision des prix

Pour chaque lot :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Les prix du marché sont fermes pendant la première année d'exécution des marchés et révisibles annuellement à la date anniversaire du marché.

La révision sera effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Cn de révision donnée par la formule suivante :

Pour les lots 1 et 3 :

$$C_n = 0,15 + 0,70 \times \frac{CPF}{CPF_0} + 0,15 \times \frac{ICM03}{ICM03_0}$$

Dans laquelle :

- CPF₀ est la valeur de cet indice au « mois zéro »
- CPF est la dernière valeur connue de l'indice au moment de la révision des prix
- ICM03₀ est la valeur de cet indice au « mois zéro »
- ICM03 est la dernière valeur connue de l'indice au moment de la révision des prix

Les indices à prendre en compte sont les suivants :

Pour CPF :

Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.22 – Autres services de nettoyage des bâtiments et de nettoyage industriel
Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766461

Pour ICM03 :

Indice de prix par rapport à l'indice trimestriel publié par le syndicat national des activités du Déchet sur le site de la FNADE. <https://www.fnade.org/fr> « Indice du coût de la Main d'œuvre dans la collecte des ordures ménagères » IMCM3 révisé au 1^{er} janvier 2021

Pour les autres lots :

$$C_n = 0,15 + [0,85 \times (CPF / CPF_o)]$$

Dans laquelle :

- CPF_o est la valeur de cet indice au « mois zéro »
- CPF est la dernière valeur connue de l'indice au moment de la révision des prix

L'indice à prendre en compte est le suivant :

Pour CPF :

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.22 –
Autres services de nettoyage des bâtiments et de nettoyage industriel
Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766461

Par dérogation à l'article 10.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Par dérogation à l'article 10.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S. les révisions de prix sont applicables aux factures ultérieures concernant les prestations forfaitaires, débutant à compter de la deuxième année d'exécution du marché, et aux bons de commande notifiés après la réception des nouveaux tarifs, sous réserve de la validation des prix par l'INPI.

Procédure de variation des prix

Le titulaire s'engage à transmettre au moins **un (1) mois** avant la reconduction du marché, les prix révisés représentant son résultat du calcul, par courrier électronique avec accusé de réception, à l'adresse électronique suivante : revision.prix@inpi.fr

L'INPI peut dans un délai d'un (1) mois contester ledit résultat et adresser son propre résultat de calcul. Le titulaire aura alors dans un délai de 7 jours la possibilité de l'accepter, cette acceptation étant acquise dans son silence, ou d'apporter tous éléments pour justifier le résultat de son calcul initial ou le corriger.

9.2.2 Clause de sauvegarde pour les prix révisables pour tous les lots

L'INPI se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché si le changement de tarif conduit, sur un an, à périmètre constant, à une augmentation des dépenses supérieure à 3%.

10 RÈGLEMENT DES COMPTES

10.1 Remise des factures à l'INPI

10.1.1 Facturation électronique

Chaque bon de commande donnera lieu à l'émission d'une facture distincte.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro : FFENVNT;
- Engagement(s) :
 - Pour les prestations à prix forfaitaire : Engagement juridique (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : EJ/SF/... /.....
 - Pour les prestations à bons de commande : les informations sont référencées sur chaque bon de commande – dans le cartouche Facturation électronique « Références Chorus Pro » ;
- Numéro de marché (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : 2025/00.

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

10.1.2 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché,
- la nature, le prix des prestations réalisées et la phase d'exécution correspondante,
- le montant total hors taxes,
- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC.

10.2 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre de chaque marché s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

➤ Partie ordinaire traitée en prix forfaitaires

Le paiement des prestations forfaitaires, figurant à l'article 9.1 de l'acte d'engagement, s'effectue mensuellement, à terme échu, au prorata du montant fixé dans l'acte d'engagement.

➤ Partie unitaire traitée en accord-cadre à bons de commande :

Les prestations réalisées sur bons de commande seront réglées selon les modalités de règlement fixées dans le bon de commande, après service fait.

Selon qu'il sera isolé ou partie d'une prestation globale, le règlement sera considéré comme acompte ou paiement partiel définitif.

10.3 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI, en application des dispositions L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique.

11 AVANCE

Partie forfaitaire

Pour chaque lot, une avance de 10 % sera accordée au titulaire si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'avance est accordée dans les conditions prévues aux articles L2991-2, L2991-3, R2191-5 à R2191-10 du code de la commande publique, sauf s'il la refuse expressément dans l'acte d'engagement, selon la formule suivante :

Avance = Montant forfaitaire de la période d'exécution considérée (€ TTC) × 10 %

Elle sera réglée sans formalités dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions prévues par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

Partie unitaire à bons de commande

Il n'est pas prévu d'avance pour la partie à bon de commande car le montant maximum annuel de chaque lot est inférieur à 50 000 euros HT.

12 PÉNALITES

12.1 Dispositions générales

Préalablement à l'application des pénalités, le pouvoir adjudicateur adressera un courrier recommandé à l'entreprise. Celle-ci aura un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, à l'entreprise et ainsi de moduler ou non les pénalités.

Dès lors qu'un manquement ou retard est constaté entre la date prévue d'exécution de la prestation et la date effective de réalisation, le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'appliquer les pénalités ci-dessous.

Dans le cas où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Le cumul des pénalités appliqué depuis la prise d'effet du marché, ne saurait excéder 15 % de la valeur forfaitaire annuelle HT du marché.

12.2 Dispositions relatives au retard d'exécution

Dès lors qu'un retard est constaté entre la date prévue de livraison ou d'exécution de la prestation et la date effective de réalisation, l'INPI a la possibilité d'appliquer ces pénalités.

■ Le non-respect des fréquences d'exécution des prestations courantes : le non-respect des fréquences d'exécution des prestations courantes peut donner lieu à une pénalité **de 50 € par jour ouvré de retard**

■ Le non-respect du planning des prestations spécifiques : le non-respect des fréquences d'exécution des prestations spécifiques peut donner lieu à une pénalité **de 50 € par jour ouvré de retard**.

■ Retard sur site et non-respect des horaires par le personnel du titulaire : **50 € par fait constaté après une heure de retard**.

■ 3 D (dératissage-désinsectisation –désinfection : non-respect du délai d'intervention en cas d'urgence – **Pénalité de 50 € par jour ouvré de retard** (48H après la demande d'intervention urgente)

■ La non prise en compte des demandes de l'INPI : les doléances notamment dans le cadre d'une action corrective non prises en compte par le titulaire dans un délai de 24 H peuvent donner lieu à une pénalité **de 50 € par jour ouvré de retard**

■ Les retards pour les documents contractuels à produire : l'INPI se réserve le droit d'appliquer une pénalité de **30 € par jour ouvré de retard et par document à produire**, dans la remise des documents demandés ou non mis à jour pour :

- Le plan de prévention
- La liste nominative du personnel intervenant et des remplaçants
- La liste et les fiches techniques des produits utilisés
- La liste du matériel sur site
- Les fiches de poste nominatives et adaptés au site
- Les fiches méthodes
- Les plannings prévisionnels
- Compte-rendu autocontrôle

- Le plan de continuité de l'activité
- Evaluation et bilan des compétences du personnel
- Bilan trimestrielle ou mensuel selon les lots
- Bilan de la collecte des déchets

12.3 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

■ Le résultat des contrôles : lorsque le résultat d'un contrôle qualité est inférieur au seuil d'acceptabilité de 80 % (contrôle réalisé conformément aux méthodes définies dans le CCTP) les pénalités suivantes sont appliquées :

- Seuil d'acceptabilité entre 50 % et 79% : pénalité de **100 € par contrôle qualité (prise en compte du résultat total)**
- Seuil d'acceptabilité inférieur à 50 % : pénalité de **200 € par contrôle qualité (prise en compte du résultat total)**

Si à l'issue d'un 1^{er} contrôle contradictoire non satisfaisant, un 2nd contrôle contradictoire effectué la semaine suivante fait apparaître un nouveau résultat inférieur au seuil d'acceptabilité, les pénalités sont appliquées.

■ Exécution incomplète des prestations forfaitaire périodiques (prestations spécifiques faisant l'objet d'un bon d'admission) : application d'une pénalité de **100 € par rejet, passé un délai de 15 jours ouvrés** permettant la réalisation de cette prestation

12.4 Pénalités pour défaut d'exécution des prestations, non-respect des prescriptions du cahier des charges

- L'absence aux réunions programmées : l'absence du représentant du titulaire aux réunions programmées implique une pénalité de **50 € par absence**
- Non-respect des effectifs prévus: **100 € par jour ouvré** et par personne non remplacée en cas d'absence de plus de 24 heures.
- La formation du personnel : l'INPI se réserve le droit d'appliquer **une pénalité de 100 € par agent du titulaire** n'ayant pas reçu de formation adaptée.
- La tenue du personnel : l'INPI se réserve le droit d'appliquer **une pénalité de 30 € par agent** ne portant pas sa tenue réglementaire, n'arborant pas en évidence son badge ou portant une tenue vestimentaire sale
- Non-respect des consignes : comportement du personnel ne correspondant pas aux obligations prévues au règlement intérieur: **30 € par personne et par observation motivée**
- Constatation de non-respect du tri sélectif : **50 € par jour ouvré à partir du constat** de l'absence de tri
- DASRI : Non production du bordereau de suivi et du certificat de destruction : **50 € par document et par semaine de retard**. Le délai court à partir de la date du bon de prise en charge.

12.5 Pénalités concernant les équipements et fournitures

- Matériel ou produit non rangé par l'entreprise après sa prestation : **30 € par observation**
- Non -respect de l'obligation de fermer les robinets ou d'éteindre la lumière : **50 € par manquement constaté**
- Rupture d'approvisionnement des produits d'entretien : **50 € par jour ouvré à partir du constat** de la rupture d'approvisionnement
- Rupture dans la fourniture des consommables sanitaires pendant plus de 24h : **pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré de retard** à partir de la rupture d'approvisionnement
- Défaut de qualité et de conformité lié aux produits, méthodes, ou matériels utilisés, ou utilisation de matériel de façon inappropriée, voire dangereuse : **75 € par constatation**

- Utilisation de produits ne respectant pas les stipulations de marché relatives au développement durable : **75 € par manquement constaté**

12.6 Pénalités pour non-respect du plan de prévention

Le non-respect de toutes les mesures relatives au plan de prévention peut donner lieu à une **pénalité de 150 € par infraction constatée**.

12.7 Pénalités dans le cadre des moyens d'accès (clefs et badges) (Pour les lots concernés)

- Pénalité pour reproduction de clés par le titulaire sans autorisation de l'INPI : **une pénalité de 50 € par clé** reproduite sans autorisation uniquement pour Courbevoie
- Pénalité pour non signalement de perte de clés ou badges : **une pénalité de 50 € par clé ou badge** perdu
- Pénalité pour retard dans la restitution des badges et des clés : une pénalité de **50 € par jour ouvré de retard** dans la restitution de chaque badge d'accès ou clés est appliquée à partir du 11^{ème} jour ouvré après la date de fin de marché

12.8 Dispositions relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant égal à 10 % du montant du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

13 CESSIION DE CRÉANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre des présents marchés, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant des marchés non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

14 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

NB : Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines prestations du marché public qu'à la condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation préalable des sous-traitants et l'agrément de leur condition de paiement. En cas de non-respect, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

14.1 Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

① Une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : https://www2.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4-2019.doc)

② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

④ Le certificat de cessibilité des marchés si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

14.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement.

Le sous-traitant adresse sa facture conformément aux dispositions des articles R 2193-11 à R 2193-16 du code de la commande publique :

Article R 2193-11 : « *Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.* »

Article R 2193-12 : « *Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.* »

Article R 2193-13 : « *Passé le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.* »

Article R 213-14 : « *Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.* »

Article R2193-15 : « L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. »

Article R 2193-16 : « Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. »

Il est en outre à noter qu'en application des articles L 2192-1, L 2192-5 et L 2192-6 du code de la commande publique, le dépôt des demandes de paiement des sous-traitants, à l'instar des factures des titulaires de marchés, doit s'effectuer sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), hormis dans le cas de marchés relatifs à des impératifs de défense ou de sécurité nationale.

15 PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

A défaut, les actions Qualité définies par l'INPI : audit, mesure, détection des difficultés rencontrées et prise de décision corrective, correspondant aux exigences de la norme ISO 9001 version 2008 seront appliquées.

Dans tous les cas, l'INPI se réserve le droit de mener des audits fournisseurs selon son référentiel Qualité.

16 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'INPI se réserve le droit de réclamer au Titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

17 TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

17.1 Objet

Pour chaque lot, les clauses du présent article dérogent à l'article 5.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché s'engage à effectuer pour le compte de l'INPI (responsable des traitements) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

17.2 Description du traitement faisant l'objet du marché

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations de nettoyage et d'hygiène des locaux de l'INPI.

La nature des opérations réalisées sur les données est l'enregistrement de données personnelles concernant les employés chargés d'exécuter les prestations.

La finalité du traitement est la création de badges permettant aux agents chargés d'exécuter les prestations d'accéder aux locaux et de garantir la sécurité du site.

Les données à caractère personnel traitées sont la liste nominative du personnel comportant les noms, prénoms, numéros identifiants, qualités, anciennetés, ainsi que les procédures d'habilitations et les certificats professionnels liés, aux agents chargés d'exécuter les prestations.

La catégorie des personnes concernées est celle du personnel chargé d'exécuter les prestations.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, l'INPI met à la disposition du titulaire les informations visées dans le présent article.

17.3 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données **uniquement pour la seule finalité** qui fait l'objet du marché ;
- traiter les données **conformément aux instructions** de l'INPI. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** l'INPI. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'INPI de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerne interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et **de protection des données par défaut** ;
 - assurer une **organisation interne en matière de protection des données personnelles** ;
 - **actualiser régulièrement les données.**

17.4 Sous-traitance

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'INPI de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'INPI dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de

réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'INPI n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'INPI. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'INPI de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

17.5 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Cette information est réalisée lors de la communication des données personnelles des intervenants au titulaire.

17.6 Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider l'INPI à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'INPI et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet du marché.

17.7 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'INPI toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures après en avoir pris connaissance, par courrier ou par mail. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'INPI, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'INPI, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'INPI, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données du titulaire ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises par le titulaire ou que le titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'INPI, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'INPI, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises par le titulaire ou que le titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

17.8 Aide du titulaire dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le titulaire aide l'INPI pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données en cas de traitement à risques importants pour la confidentialité et la sécurité des données.

Le titulaire aide l'INPI pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire a aussi une obligation d'aide, de conseil et d'assistance envers l'INPI en matière de protection des données qui consiste notamment à :

- avertir l'INPI s'il estime que ce dernier agit en violation de la réglementation sur la protection des données ;
- aider l'INPI à accéder à la demande de toute personne souhaitant exercer ses droits relatifs à la protection de ses données personnelles.

17.9 Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- le chiffrement des données à caractère personnel lors des échanges par messagerie électronique, par le biais d'un outil certifié par l'ANSSI, après concertation avec l'INPI ;
- tout moyen à disposition du titulaire permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement.

17.10 Sort des données

Au terme de la prestation du marché, après les avoir restituées à l'INPI, le titulaire s'engage à détruire toutes les données et copies de ces données à caractère personnel collectées au cours de la prestation.

17.11 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'INPI le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

17.12 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'INPI comprenant :

- le nom et les coordonnées de la personne à l'INPI pour le compte de laquelle il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, de son délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'INPI ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européens sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

17.13 Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'INPI et à sa demande la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'INPI ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

17.14 Obligations de l'INPI vis-à-vis du titulaire

L'INPI s'engage à :

- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

18 CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire de chaque lot s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution des présents marchés et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

19 PLAN DE PREVENTION

Pour chaque lot :

Le titulaire et le représentant de l'INPI procèdent, conformément aux objectifs et contraintes en lien avec les prestations de sécurité incendie et gestion de la sureté, dans le mois qui suit la notification du marché, à une inspection commune des sites et à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées.

Cette information fait l'objet d'un procès-verbal. Le titulaire est tenu aux mêmes obligations avec ses sous-traitants.

Le titulaire prend toutes dispositions afin de satisfaire aux principes généraux de prévention et de sécurité en application des règlements en vigueur et des prescriptions édictées par le code du travail.

Avant l'exécution des prestations, un plan de prévention pour le site est établi en deux exemplaires conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables dans un établissement public par une entreprise extérieure.

Afin de vérifier que les mesures définies dans le plan de prévention par les parties sont respectées et d'apporter au plan de prévention les modifications nécessaires, l'INPI organise avec le titulaire autant d'inspections et de réunions que de besoin.

Les modalités de mise en œuvre du plan de prévention sont définies dans les CCTP relatifs à chacun des lots.

20 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable dédié en charge de l'encadrement du personnel et chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Pour les lots concernés le titulaire mettra également en place une personne en régie (lots 1 et 2).

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience du remplaçant devront être notifiés par écrit. L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif du présent marché dès la notification du marché pour chacun des lots.

21 DOCUMENTS À PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire de chaque lot a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion des marchés et tous les six mois** à compter de la notification des marchés, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion des marchés, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin des marchés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier les marchés au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

22 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes des marchés est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance des marchés N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

23 RÉSILIATION DES MARCHÉS

Pour chaque lot, l'INPI peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions suivantes :

23.1 Pour difficulté d'exécution des marchés

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant des marchés, le pouvoir adjudicateur peut résilier les marchés, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter les marchés du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie les marchés.

23.2 Pour motif d'intérêt général

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes des marchés, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour les marchés et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation des marchés.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

23.3 Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Des moyens ont été mis à la disposition du titulaire, et celui-ci se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.7 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'INPI dans le cadre des articles 17 et 22 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- e) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- f) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- g) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1 du C.C.A.G.- F.C.S., ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du C.C.A.G.- F.C.S. et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution ;
- i) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution, à des actes frauduleux ;
- j) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données nominatives et à la sécurité, conformément à l'article 5 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- k) L'utilisation des résultats par l'INPI est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution ;
- l) Postérieurement à la signature, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- m) Postérieurement à la signature, les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution s'avèrent inexacts ;

Conformément à l'article 41.2 du C.C.A.G.-F.C.S, sauf dans les cas prévus aux g, i, l et m, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification

24 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D2197-15 à D2197-17 du Code de la commande publique.

25 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE DE CHAQUE LOT

Le titulaire de chaque lot exécute personnellement son marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, les marchés pourront être résiliés sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

26 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent C.C.A.P. déroge au C.C.A.G.-F.C.S. conformément au tableau ci-dessous :

Article(s) par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du C.C.A.G.-F.C.S. au(x)quel(s) il est dérogé
8	23 à 25
9.2	10.2.3, 10.2.1
12	14, 14.1.3